

<http://192.168.1.39/PigeWeb/2008/6/20/1000/492/HTML/1285474554.htm>

Source : Le Berry Republicain

REF: ed208200806200641021-BERI-00209029 - 20/06/2008

Conseil régional : Seul le Front national n'a pas voté le programme L'agenda 21 a fait consensus

Hier, lors de la première des deux journées de la dernière session avant les vacances d'été, la Région a débattu sur l'agenda 21, « feuille de route ou acte majeur », selon les uns ou les autres, de la collectivité en matières économique et sociale pour les années à venir. a Enjeux incontournable », feuille de route », acte majeur », plan de programmation et d'action pour l'avenir », l'agenda 21 de la région Centre a été voté hier à l'unanimité excepté le refus du Front national. Il est vrai que tous les autres partis politiques se sont retrouvés sur l'esprit général partant du constat que « la planète est en danger ». Une déclaration qui pourrait être seulement ronflante si chacun était resté à 1992. Depuis, les images ont circulé et la notion de développement durable a fait son chemin. Lancé en mars 2006, l'agenda 21 de la région s'est reposé sur un diagnostic régional présenté à la session de février 2007, une première rédaction étant communiquée à tous les élus en octobre suivant. C'est probablement cette volonté de communication et de concertation qui a abouti hier au constat de « consensus », concrètement obtenue avec l'organisation de onze groupes et un « forum des partenaires » tenu le 23 avril dernier. LA CONCERTATION SALUÉE Cette large concertation a été reconnue d'abord par Véronique Fenoll (UMP, Cher) qui a observé que d'ores et déjà « des initiatives publiques et privées s'étaient développées, accordant un satisfecit à la région et sa politique des Pays. » Léger bémol non adressé directement à la région de la part de cette élue du Cher : la nécessité de la remise aux normes de l'assainissement que certaines communes et certaines familles ne pourront pas assurer (l'élue estime entre 6 et 8.000 euros certains de ces travaux), reconnaissant dans le même temps que « la région ne peut aider tout le monde » Mais elle peut réfléchir politiquement avec des partenaires comme l'agence de bassin, les départements, l'État, pourquoi pas » à l'occasion d'une table ronde organisée à cet effet. Monique Bosset du MoDem n'a fait que renforcer cette nécessité de vigilance vis-à-vis des disparités. Au nom des Verts, la voix forte et grave de Jean Delavergne a rappelé la crainte de n'être qu'au début d'une crise énergétique à laquelle nous n'étions pas préparé ». Il a dans la foulée mis en garde la région de veiller à se fixer des objectifs pour réduire en particulier les pesticides ». Marie-Madeleine Mialot a regretté en substance qu'aucune entreprise de la région ne se soit investie industriellement dans le domaine de la construction des éoliennes. Le rapporteur du dossier, Alain Beignet (PS), comme la présidente de la commission environnement, Agnès Thibal (Verts) ont réussi leur pari de réunir une quasi unanimité qui se concrétise par des priorités désormais déclinées selon quatre objectifs de développement durable : habitants bien formés, économie dynamique, environnement préservé, politiques équitables et maîtrisées derrière lesquels dix thèmes d'actions ont été définis. Par ailleurs, le président François Bonneau (PS) est intervenu en marge des débats mais au cours de la séance plénière sur la situation engendré par le « livre blanc de l'armée » qui ressemble à un livre noir pour la plupart des départements de la région en dehors du Cher pour une fois épargné. Le président de la région a annoncé qu'il demandait à être reçu en urgence par le ministre de la Défense afin de pouvoir étudier les conséquences d'un tel redéploiement, admettant en conférence de presse que l'un des sujets passait par le devenir de l'aéroport de Châteauroux malgré le refus jusqu'à ce jour du département de l'Indre de s'impliquer dans le dossier »